



Conseil économique et social

Distr. limitée
20 avril 2020
Français
Original : anglais

Pour décision

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2020

29 juin–2 juillet 2020

Point 7 b) de l'ordre du jour provisoire*

Prorogation de programmes de pays en cours

Note du secrétariat

Résumé

Conformément à la décision 2009/11 du Conseil d'administration, la présente note informe ce dernier de la première prorogation pour un an du programme de pays pour l'Algérie et de la première prorogation pour deux mois du programme de pays pour la Côte d'Ivoire, approuvées par la Directrice générale.

La présente note expose également les raisons motivant la proposition de prorogation pour trois mois du programme de pays pour la République arabe syrienne, qui fait suite à deux prorogations d'un an et à une prorogation de neuf mois. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver cette prorogation de programme.

Projet de décision

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* de la première prorogation pour un an du programme de pays pour l'Algérie et de la première prorogation pour deux mois du programme de pays pour la Côte d'Ivoire, toutes deux approuvées par la Directrice générale et présentées dans le tableau 1 ;

2. *Approuve* la prorogation pour trois mois du programme de pays pour la République arabe syrienne, qui fait suite à deux prorogations d'un an et à une prorogation de neuf mois, tel que présenté dans le tableau 2.

* [E/ICEF/2020/6](#).

Note : La version française du présent document a été établie dans son intégralité par l'Unicef.



Tableau 1
Premières prorogations d'un an (ou moins) de programmes de pays en cours approuvées par la Directrice générale

<i>Programme de pays recevant une aide de l'UNICEF</i>	<i>Période initiale du programme</i>	<i>Année ou durée de la prorogation approuvée</i>	<i>Motifs de la prorogation</i>
Algérie	2016–2020	Décembre 2021 (<i>prorogation d'un an</i>)	<ul style="list-style-type: none"> – Une prorogation pour un an du programme permettra au bureau de pays de l'UNICEF en Algérie d'aligner l'actuel programme de pays sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, prorogé par le Gouvernement algérien pour la période 2016–2021. – Les priorités du programme existant établi par le bureau de pays demeurent inchangées, de même que ses composantes, qui restent identiques à celles du descriptif de programme de pays (DPP) initial pour la période 2016–2020 et ciblent particulièrement les enfants et les adolescents les plus vulnérables.
Côte d'Ivoire	2017–2020	De janvier à février 2021 (<i>prorogation de deux mois</i>)	<ul style="list-style-type: none"> – Une prorogation pour deux mois du programme permettra au bureau de pays de l'UNICEF en Côte d'Ivoire de veiller à ce que le nouveau DPP soit pleinement conforme au Plan national de développement pour 2021–2025 ainsi qu'aux priorités du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Grâce à cette prorogation, l'UNICEF en Côte d'Ivoire sera également en mesure de poursuivre sa coopération avec le Gouvernement sur la base du DPP actuel, afin de combler l'intervalle entre l'achèvement de ce dernier, fixé au 31 décembre 2020, et l'approbation du nouveau programme de pays. – La portée du programme de pays ainsi que les stratégies, les programmes, le budget et la structure des effectifs qui y sont associés resteront inchangés.

Tableau 2

Prorogations de programmes de pays en cours soumises à l'approbation du Conseil d'administration

<i>Programme de pays recevant une aide de l'UNICEF</i>	<i>Période initiale du programme, y compris les prorogations antérieures</i>	<i>Année ou durée de la prorogation proposée</i>	<i>Motifs de la prorogation</i>
République arabe syrienne	Mars 2016–décembre 2017 (ont suivi deux prorogations d'un an pour 2018 et 2019, et une prorogation de neuf mois jusqu'en septembre 2020)	Décembre 2020 (<i>prorogation de trois mois</i>)	<ul style="list-style-type: none"> – Une prorogation pour trois mois permettra au bureau de pays d'aligner le DPP sur la prorogation de l'actuel Cadre stratégique des Nations Unies, cette dernière ayant été approuvée par le comité de pilotage conjoint en novembre 2019. (Le comité de pilotage conjoint du Cadre stratégique des Nations Unies est coprésidé par le coordonnateur résident ou coordonnateur des opérations humanitaires et le chef de la Commission de la planification et de la coopération internationale du gouvernement de la République arabe syrienne.) – Le programme de pays continuera d'être mis en œuvre conformément au cadre de résultats du DPP et au Cadre stratégique des Nations Unies. En outre, le programme de pays continuera à compléter l'action menée par les Nations Unies au titre du plan d'action humanitaire pour la République arabe syrienne.